

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 6. De partijen gaan op het niveau van de onderneming de verbintenis aan om, in geval van een geschil dat voortvloeit uit de toepassing of de interpretatie van deze overeenkomst, een beroep te doen op de vertegenwoordigers van hun respectieve organisaties die zullen bijeenkomen hetzij in de onderneming, hetzij ten zetel van de gewestelijke paritaire sectie.

In dat geval ontvangen de afgevaardigden van de onderneming hun loon voor de uren die zij normaal hebben besteed aan het bijwonen van de vergaderingen.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juni 1989.

Zij sluit de ruimere voordelen niet uit die in de ondernemingen kunnen bestaan.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan evenwel door een der partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden wordt betekend door middel van een aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en de elektrische bouw.

De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair comité wordt verzonden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 augustus 1990.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 6. En cas de différend résultant de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties, sur le plan de l'entreprise, s'engagent à faire appel aux représentants de leurs organisations respectives qui se réunissent soit à l'entreprise, soit au siège de la section paritaire régionale.

Dans ce cas, les délégués de l'entreprise reçoivent leur salaire correspondant aux heures normalement perdues pour assister aux réunions.

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juin 1989.

Elle n'exclut pas les avantages plus larges existant éventuellement dans les entreprises.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Art. 8. Toutefois, la présente convention collective de travail peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée, adressée au Président de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Le délai de préavis débute à la date d'envoi de la lettre recommandée au président de la commission paritaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 août 1990.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2386

13 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif

réglant l'approvisionnement des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers pour 1990 dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant, pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, tel qu'il a notamment été modifié par l'arrêt n° 31573 du 9 décembre 1988 du Conseil d'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de pouvoir organiser dans les plus brefs délais la prochaine saison d'approvisionnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Seules les espèces citées ci-après peuvent être capturées et pour les quantités d'individus maximum renseignées pour chacune d'entre elles :

Bec croisé des sapins (<i>Loxia curvirostra</i>) :	860
Bouvreuil pivoine (<i>Pyrrhula pyrrhula</i>) :	6.850
Bruant jaune (<i>Emberiza citrinella</i>) :	500
Bruant des roseaux (<i>Emberiza schoeniclus</i>) :	420
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>) :	15.800
Grive musicienne (<i>Turdus philomelos</i>) :	100
Gros-bec casse-noyaux (<i>Coccothraustes coccothraustes</i>) :	750
Linotte à bec jaune (<i>Carduelis flavirostris</i>) :	500
Linotte mélodieuse (<i>Carduelis cannabina</i>) :	3.500
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>) :	4.950
Pinson du Nord (<i>Fringilla montifringilla</i>) :	400
Tarin des Aulnes (<i>Carduelis spinus</i>) :	5.150
Verdier d'Europe (<i>Chloris chloris</i>) :	800

Art. 2. 1. Les oiseaux dont question à l'article 1er seront bagués au moyen de bagues ouvertes conformes aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Les bagues seront utilisées pour justifier l'inscription des oiseaux pris pendant la période d'approvisionnement 1990. Cette inscription se fait dans le cahier d'inventaire prévu par les dispositions du 1er de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif précité.

2. Seules des bagues de couleurs et de diamètre déterminés par les présentes dispositions seront utilisées pour les oiseaux indiqués ci-après :

- bagues rouges de 2,9 mm : Bruant jaune, Bruant des roseaux, Pinson des arbres, Pinson du Nord, Tarin des Aulnes, Linotte à bec jaune;
- bagues vertes de 2,9 mm : Linotte mélodieuse;
- bagues bleues de 2,9 mm : Bouvreuil pivoine;
- bagues couleur métallisée de 2,9 mm : Chardonneret élégant;
- bagues couleur métallisée de 3,4 mm : Bec croisé des sapins, Gros-bec casse-noyaux, Verdier d'Europe;
- bagues couleur métallisée de 4,2 mm : Grive musicienne.

3. La Division de la nature et des forêts distribuera aux groupements agréés les bagues décrites aux deux précédents paragraphes, par espèce, sur base des listes de baguage enregistrées pour la saison de capture 1989.

Art. 3. Si la Division de la nature et des forêts constate en fin de saison d'approvisionnement que les quantités capturées par espèce dépassent les quotas fixés à l'article 1er, elle fera procéder d'office et contrôlera la mise en liberté du nombre d'oiseaux excédentaire au sein des groupements agréés qu'elle déterminera.

La décision de la Division précitée est sans appel et immédiatement exécutoire.

Seules les personnes qui satisfont aux conditions prévues par les dispositions de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 visé à l'article 2.

Art. 4. Par application de l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 visé à l'article 2 du présent arrêté, les oiseaux mentionnés à l'article 1er peuvent être capturés du 1er octobre au 11 novembre 1990 inclus.

Néanmoins, toute capture à l'intérieur des bois et forêts est interdite.

Art. 5. Chaque groupement agréé distribue les bagues reçues aux approvisionneurs.

Seules les personnes qui satisfont aux conditions prévues par les dispositions de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 visé à l'article 2 du présent arrêté peuvent recevoir des bagues ouvertes.

Art. 6. Lorsqu'une personne capture un oiseau ou tente de le capturer, elle doit avoir sur elle une ou plusieurs bagues prévues à l'article 2 du présent arrêté, ainsi que sa licence de capture.

Art. 7. Le transport des oiseaux capturés n'est autorisé que s'ils sont bagués conformément aux dispositions de l'article 8, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982, visé à l'article 2 du présent arrêté, c'est-à-dire avant de quitter le terrain et au plus tard une demi-heure après le coucher du soleil.

Lors d'une journée de capture et afin de pouvoir sélectionner les spécimens à conserver, le nombre maximum d'oiseaux de toutes espèces non bagués pouvant être détenus sur le terrain par un captureur est fixé à dix.

Par espèce, ce nombre est fixé à cinq.

Art. 8. Les bagues non utilisées pour le marquage d'oiseaux capturés seront renvoyées par les groupements agréés au Chef de l'inspection forestière du ressort dans lequel sont domiciliés les approvisionneurs.

Cet envoi se fera conformément à la procédure prévue par les dispositions du § 2 de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 visé à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions de l'article 8, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 visé à l'article 2 du présent arrêté, seulement deux cages pourront être utilisées sur le territoire des communes de la province de Luxembourg, ainsi que sur celui des neuf communes appartenant à la Communauté germanophone.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 septembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2388

13. SEPTEMBER 1990. — Erlaß der Exekutive
zur Regelung der Bevorratung der Vogelzüchter und der Finkenhalter für 1990 in der Wallonischen Region

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung — für die Wallonische Region — des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, so wie er insbesondere durch den Entscheid Nr. 31573 vom 9. Dezember 1988 des Staatsrates abgeändert worden ist;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;
In der Erwägung, daß es notwendig ist, die nächste Bevorratungssaison so schnell wie möglich organisieren zu können;
Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonischen Region;

Beschließt die Wallonischen Regionalexekutive :

Artikel 1. Nur nachstehend angeführte Arten dürfen gefangen werden, und zwar jeweils bis zu der neben ihrem Namen angegebenen Höchstanzahl Einzelwesen :

der Fichtenkreuzschnabel (<i>Loxia curvirostra</i>) :	060
der Gimpel (<i>Pyrrhula pyrrhula</i>) :	6.850
die Goldammer (<i>Emberiza citrinella</i>) :	500
die Rohrammer (<i>Emberiza schoeniclus</i>) :	420
der Stieglitz (<i>Carduelis carduelis</i>) :	15.800
die Singdrossel (<i>Turdus philomelos</i>) :	100
der Kernbeißer (<i>Coccothraustes coccothraustes</i>) :	750
der Berghänfling (<i>Carduelis flavirostris</i>) :	500
der Hänfling (<i>Carduelis cannabina</i>) :	3.500
der Buchfink (<i>Fringilla coelebs</i>) :	4.950
der Bergfink (<i>Fringilla montifringilla</i>) :	400
der Zeisig (<i>Carduelis spinus</i>) :	5.150
der Grünling (<i>Chloris chloris</i>) :	800

Art. 2. § 1. Die in Artikel 1 erwähnten Vögel werden mit offenen Ringen versehen, die den Bestimmungen von Artikel 3 des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung — für die Wallonische Region — des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz entsprechen.

Die Ringe werden verwendet, um die Eintragung der während der Bevorratungsperiode 1990 gefangenen Vögel zu rechtfertigen. Diese Eintragung wird in dem in den Bestimmungen von § 1 des Artikels 2 des vorerwähnten Erlasses der Exekutive vorgesehenen Inventarbuch vorgenommen.

§ 2. Für die nachstehend angeführten Vögel werden nur die Ringe benutzt, deren Farbe und Durchmesser in den vorliegenden Bestimmungen festgelegt sind :

- rote Ringe von 2,9 mm : Goldammer, Rohrammer, Buchfink, Bergfink, Zeisig, Berghänfling;
- grüne Ringe von 2,9 mm : Hänfling;
- blaue Ringe von 2,9 mm : Gimpel;
- Ringe in metallic Ausführung von 2,9 mm : Stieglitz;
- Ringe in metallic Ausführung von 3,4 mm : Fichtenkreuzschnabel, Kernbeißer, Grünling;
- Ringe in metallic Ausführung von 4,2 mm : Singdrossel.

§ 3. Die Abteilung Natur und Forstwesen teilt den anerkannten Gruppierungen die in den zwei vorangehenden Paragraphen beschriebenen Ringe pro Art aufgrund der für die Fangsaison 1989 registrierten Ringlisten aus.

Art. 3. Wenn die Abteilung Natur und Forstwesen am Ende der Bevorratungssaison feststellt, daß die pro Art gefangene Anzahl die in Artikel 1 bestimmte Höchstanzahl übersteigt, wird sie von Amts wegen innerhalb der anerkannten Gruppierungen, die sie bestimmt, die Freilassung der überzähligen Vögel veranlassen und kontrollieren.

Die Entscheidung der vorerwähnten Abteilung ist endgültig und sofort vollstreckbar.

Die Vogelhalter bzw. die anerkannten Gruppierungen, die sich der Entscheidung der vorerwähnten Abteilung widersetzen sollten, können mit den im letzten Absatz von Artikel 4 bzw. im letzten Absatz von Artikel 9 des in Artikel 2 erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 vorgesehenen Strafen belegt werden.

Art. 4. In Anwendung von Artikel 5 des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 dürfen die in Artikel 1 angeführten Vögel vom 1. Oktober bis zum 11. November 1990 einschließlich gefangen werden.

Der Fang innerhalb der Wälder und Forste ist jedoch verboten.

Art. 5. Jede anerkannte Gruppierung verteilt die erhaltenen Ringe unter die Bevorrater.

Nur die Personen, die den durch die Bestimmungen von Artikel 6 des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 vorgesehenen Bedingungen entsprechen, dürfen offene Ringe erhalten.

Art. 6. Wenn jemand einen Vogel fängt bzw. versucht, einen Vogel zu fangen, muß er einen oder mehrere der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Ringe sowie seine Fanglizenz bei sich haben.

Art. 7. Der Transport der gefangenen Vögel ist nur erlaubt, wenn diese gemäß den Bestimmungen von Artikel 8, § 2, des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 beringt sind, d.h. bevor das Feld verlassen wird und spätestens eine halbe Stunde nach Sonnenuntergang.

Im Hinblick auf die Auswahl der zu bewahrenden Exemplare ist die Höchstanzahl nicht beringter Vögel aller Arten, die ein Fänger an einem Fangtag auf dem Gelände haben darf, auf 10 festgelegt.

Pro Vogelart ist diese Anzahl auf fünf festgelegt.

Art. 8. Die nicht für die Markierung von gefangenen Vögeln verwendeten Ringe werden von den anerkannten Gruppierungen an den Leiter der Forstinspektion des Gebietes, in dem die Bevorrater ihren Wohnsitz haben, zurückgeschickt.

Diese Rücksendung erfolgt gemäß dem Verfahren, das in den Bestimmungen von § 2 des Artikels 8 des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 vorgesehen ist.

Art. 9. In Abweichung von den Bestimmungen des Artikels 8, § 1, des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 dürfen nur zwei Käfige auf dem Gebiet der Gemeinden der Provinz Luxemburg sowie auf demjenigen der neun Gemeinden der deutschsprachigen Gemeinschaft verwendet werden.

Art. 10. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namür, den 13. September 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur
und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2386

13 SEPTEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot regeling van de bevoorrading van de vogelkwekers en de vinkeniërs in 1990 in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het besluit van de Exekutieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan voor het Waalse Gewest, in toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels zoals het bij het arrest nr. 31573 van 9 december 1988 van de Raad van State wordt gewijzigd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om onverwijld het komende bevoorradingseizoen te kunnen organiseren;

Op de voordracht van de Minister van Teverkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,

Besluit:

Artikel 1. Alleen de hierna volgende genoemde vogelsoorten mogen worden gevangen en volgens de maximum hoeveelheden die voor elk soort zijn aangegeven:

Kruisbek (<i>Loxia curvirostra</i>):	880
Goudvink (<i>Pyrrhula pyrrhula</i>):	6.850
Geelgors (<i>Emberiza citrinella</i>):	500
Rietgors (<i>Emberiza schoeniclus</i>):	420
Putter (<i>Carduelis carduelis</i>):	15.800
Zanglijster (<i>Turdus philomelos</i>):	100
Dikbek (<i>Coccothraustes coccothraustes</i>):	750
Frater (<i>Carduelis flavirostris</i>):	500
Kneu (<i>Carduelis cannabina</i>):	3.500
Vink (<i>Fringilla coelebs</i>):	4.950
Keep (<i>Fringilla montifringilla</i>):	400
Sijs (<i>Carduelis spinus</i>):	5.150
Groenling (<i>Chloris chloris</i>):	800

Art. 2. 1. De in artikel 1 vermelde vogels worden geringd bij middel van open voetringen die overeenstemmen met de bepalingen van artikel 3 van het besluit van de Exekutieve van 28 juli 1982 waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, in het Waalse Gewest.

De voetringen dienen om de inschrijving van de tijdens de bevoorradingperiode 1990 gevangen genomen vogels te rechtvaardigen. Deze inschrijving gebeurt in het inventarisboekje dat voorzien is in de bepalingen van artikel 2, 1, van het voormeld besluit van de Exekutieve.

2. De gekleurde voetringen en de voetringen met een doorsnede bepaald door onderhavige bepalingen worden enkel gebruikt voor de hierna vermelde vogels:

- rode voetringen van 2,9 mm : geelgors, rietgors, vink, keep, sijs, frater;
- blauwe voetringen van 2,9 mm : kneu;
- gemetaliseerde voetringen van 2,9 mm : putter;
- gemetaliseerde voetringen van 3,4 mm : kruisbek, dikbek, groenling;
- gemetaliseerde voetringen van 4,2 mm : zanglijster.

3. De Afdeling natuur en bossen verdeelt, per soort en op basis van de voor het vangstseizoen 1989 geregistreerde ringlijsten, de voetringen beschreven in de twee vorige paragrafen.

Art. 3. Wanneer op het einde van het vangstseizoen de Afdeling natuur en bossen vaststelt dat de per soort gevangen genomen hoeveelheden de in artikel 1 bepaalde quota's overschrijden, handelt zij van ambtswege en houdt toezicht op de vrijlating van het aantal overtoeliggende vogels dat zij zal bepalen en die de erkende groeperingen bezitten.

Art. 4. Met toepassing van artikel 5 van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, mogen de in artikel 1 vermelde vogels van 1 oktober tot en met 11 november 1990 worden gevangen. Elke vangst binnen de bossen en wouden is echter verboden.

Art. 5. Elke erkende groepering verdeelt de ontvangen voertringen tussen de bevoorraders.

Alleen de personen die aan de voorwaarden voorzien in artikel 6 van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, mogen open voertringen ontvangen.

Art. 6. Wanneer iemand een vogel vangt of tracht te vangen moet hij één of verschillende ringen, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, alsmede zijn vangstvergunning bij zich hebben.

Art. 7. Het vervoer van de bemachtigde vogels is slechts geoorloofd zo zij geringd zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 2, van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, namelijk voor de vangplaats te verlaten en ten laatste één half uur na de zonsondergang.

Tijdens een vangstdag en ten einde de te bewaren vogels te kunnen selecteren, bedraagt het maximum aantal vogels die door een vanger op de vangplaats kunnen worden gevangen maximum tien.

Dit aantal is per soort vogels vastgesteld op vijf.

Art. 8. De voor het merken van de bemachtigde vogels niet gebruikte voertringen moeten door de erkende groeperingen worden teruggedonden aan de Hoofd van de bosinspectie van het ambtsgebied waarin de bevoorraders hun woonplaats hebben.

Deze terugzending geschiedt overeenkomstig de procedure voorzien door de bepalingen van artikel 8, § 2, van het besluit van 28 juli 1982, bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van artikel 8, § 1, van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, mogen alleen twee kooien worden gebruikt op het grondgebied van de gemeenten van de provincie Luxemburg, alsmede op het gebied van de 9 gemeenten die tot de Duitstalige Gemeenschap behoren.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 13 september 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud
en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,
E. HISMANS

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N 90 — 2387

19 JULI 1990. — Besluit van de Executieve betreffende de toekenning van investeringsubsidies voor de vernieuwbouwopdracht die aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel-Hoofdstad is toevertrouwd

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de economische planning en decentralisatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1970 houdende vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 15 juli 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 1987 houdende goedkeuring van de statuten van de G.O.M.B.;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het hoogdringend is te verhelpen aan het verval van het Brusselse onroerende patrimonium en weinig of niet-gebruikte gebieden te herwaarderen;

Overwegende dat het noodzakelijk is heterogene bevolkingsgroepen in het Gewest te behouden, dat de verwezenlijking van deze doelstelling samenhangt met de bouw van middelgrote woningen, dat dit soort woning opgenomen moet zijn in een woongebied dat een evenwichtige verhouding van diverse ondernemingen en collectieve ultrustingen omvat;

Overwegende dat het hoogdringend is de potentiële partners te mobiliseren om de noodzakelijke investeringsprogramma's zo vlug mogelijk aan te vatten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F 90 — 2387

19 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'octroi de subsides d'investissements pour la mission de rénovation confiée à la Société de Développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1970 déterminant la date d'entrée en vigueur de la loi du 15 juillet 1970;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 1987 approuvant les statuts de la S.D.R.B.;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a urgence de remédier au délabrement du patrimoine immobilier bruxellois et à développer un aménagement de certains sites peu ou pas utilisés;

Considérant la nécessité de maintenir dans la Région des populations de conditions variées, que le moyen de cet objectif passe par la production de logement moyen que ce type de logement doit être intégré dans un habitat comportant en proportion harmonieuse des entreprises de toute nature et des équipements collectifs;

Considérant qu'il y a urgence à mobiliser les acteurs potentiels afin d'entamer le plus tôt possible les programmes d'investissements nécessaires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;